

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 27/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MASSACRIER

Rue du Stade
BP 7
25120 Maîche

Références : AB2024-0430A
Code AIOT : 0005902886

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2024 dans l'établissement MASSACRIER implanté Rue du Stade BP 7 25120 Maîche. L'inspection a été annoncée le 05/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection objet du présent rapport s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les référentiel utilisés sont :

- l'arrêté du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1
- l'arrêté ministériel du 02/05/12 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU
- l'arrêté ministériel du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit/ regroupement/ tri relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15/04/15

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MASSACRIER
- Rue du Stade BP 7 25120 Maîche
- Code AIOT : 0005902886
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Massacrier emploie 9 personnes. Le site est principalement orienté vers les déchets métalliques et l'activité «VHU». En 2023, les tonnages collectés sont les suivants:

- Métaux: 5560 t
- Batteries: 180 t
- DIB: 285 t
- Bois: 220 t

586 VHU ont été pris en charge en 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Opérations préalables de dépollution	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.1	Demande d'action corrective	3 mois
7	Composants métalliques, verres, plastiques extraits des véhicules	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Attestation de capacité	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.14	Demande d'action corrective	3 mois
10	Mesures des rejets	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 4.3.6	Demande d'action corrective	3 mois
11	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 27	Demande d'action corrective	3 mois
12	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 4.2.4	Demande d'action corrective	3 mois
14	Alerte et lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 7.2.3	Demande d'action corrective	3 mois
15	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 13-IV	Demande d'action corrective	1 mois
16	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 5.1.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Registre des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 44	Sans objet
2	Remise des VHU traités à un broyeur ou autre centre VHU agréé	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.4	Sans objet
3	Bordereau de suivi (carcasses, tonnages)	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.13	Sans objet
4	Déclaration annuelle au préfet et à l'ADEME	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.5	Sans objet
5	Vérification de la conformité de l'installation	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.15	Sans objet
9	Plans des réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 4.2.1	Sans objet
13	Rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 7.4.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence :

- la non réalisation du retrait ou de la neutralisation des airbags ;
- la nécessité de justifier la séparation par le broyeur destinataire des composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium, des composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.) et du verre ;
- la non disposition d'une attestation de capacité pour le retrait des fluides frigorigènes ;
- la non conformité des rejets aqueux vis à vis des paramètres DCO et indices hydrocarbures ;
- la fréquence d'entretien des séparateur hydrocarbures supérieure à une année et non justifiée par la tenue d'un registre de contrôle ;
- l'absence de vérification périodique de la vanne d'isolement ;
- un parc d'extincteur obsolète qui ne fait pas l'objet d'une maintenance périodique ;
- une hauteur d'entreposage des déchets de métaux supérieure à 6 mètres pour la zone découpage ;
- les batteries stockées hors abri.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art. 44
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés pour chaque véhicule terrestre hors d'usage reçu les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">- la date de réception du véhicule terrestre hors d'usage ;- le cas échéant, l'immatriculation du véhicule terrestre hors d'usage ;- le nom et l'adresse de la personne expéditrice du véhicule terrestre hors d'usage ;- la date de dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du véhicule terrestre hors d'usage ;- la date d'expédition du véhicule terrestre hors d'usage dépollué ;- le nom et l'adresse de l'installation de traitement du véhicule terrestre hors d'usage dépollué.
Constats : L'exploitant utilise le logiciel Nessy pour la gestion de la traçabilité de son activité de dépollution des VHU. Le registre présenté par l'exploitant est complet. Les informations attendues sont renseignées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remise des VHU traités à un broyeur ou autre centre VHU agréé

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU est tenu de ne remettre : <ul style="list-style-type: none">☑ les véhicules hors d'usage traités préalablement dans ses installations, qu'à un broyeur agréé ou, sous sa responsabilité, à un autre centre VHU agréé ou à toute autre installation de traitement autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de l'Union européenne ou dans un autre Etat, dès lors que le transfert de ces déchets hors du territoire national est réalisé conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;☑ les déchets issus du traitement des véhicules hors d'usage qu'à des installations respectant les dispositions de l'article R. 543-161 du code de l'environnement.
Constats : Les broyeur destinataires ont été vérifiés sur SYDEREP. D'après la déclaration effectuée pour l'année 2023 par l'exploitant sur Syderep, 610 véhicules ont été remis aux broyeurs agréés, dont

<p>342 à ACYCLEA (21850 St Apollinaire) et 268 à ESKA (25770 Franois). Pour leur part, les broyeurs ESKA et ACYCLEA ont respectivement déclaré la prise en charge de 283 et 342 carcasses en provenance de la société MASSACRIER.</p> <p>Remarque : Il y a un différentiel de 15 véhicules par rapport à la déclaration du broyeur ESKA. Le détail mensuel communiqué par ESKA à la demande de l'exploitant indique 66 VHU pour un tonnage de 36,12 t au mois de juin contre 49 d'après les bordereaux de l'exploitant. Au vu du tonnage, le chiffre de 49 paraît plus cohérent.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Bordereau de suivi (carcasses, tonnages)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.13</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu d'assurer la traçabilité des véhicules hors d'usage, notamment en établissant en trois exemplaires un bordereau de suivi mentionnant les numéros d'ordre des carcasses de véhicules hors d'usage correspondants aux numéros se trouvant dans le livre de police, ainsi que les tonnages associés (modèle en annexe III du présent arrêté). Un exemplaire du bordereau est conservé par le centre VHU, les deux autres exemplaires étant envoyés au broyeur avec le ou les lot(s) de véhicules hors d'usage préalablement traités correspondants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, il a été vérifié que les numéros d'ordre constatés sur le bordereau de suivi correspondent bien aux numéros se trouvant dans le livre de police. Cette opération est simplifiée par le logiciel utilisé par l'exploitant et qui permet de « rattacher » les copie des BSD aux numéros d'ordre des VHU</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déclaration annuelle au préfet et à l'ADEME

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de</p>

l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.
Constats : La déclaration 2023 a été faite, 586 VHU ont été pris en charge en 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Vérification de la conformité de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.15
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité
Constats : La vérification annuelle de conformité au cahier des charges a été réalisée le 16/06/2023 par AB CERTIFICATION. Aucune non-conformité n'a été relevée dans le rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Opérations préalables de dépollution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets
Prescription contrôlée : 1° Les opérations de dépollution suivantes sont réalisées avant tout autre traitement du véhicule hors d'usage : ☐ les batteries, les pots catalytiques et les réservoirs de gaz liquéfiés sont retirés ; ☐ les éléments filtrants contenant des fluides, comme, par exemple, les filtres à huiles et les filtres à carburants, sont retirés à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation du moteur ; ☐ les composants susceptibles d'exploser, y compris les airbags et les prétensionneurs sont retirés ou neutralisés ; ☐ les carburants, les huiles de carters, les huiles de transmission, les huiles de boîtes de vitesse, les huiles hydrauliques, les liquides de refroidissement, les liquides antigel et les liquides de freins

<p>ainsi que tout autre fluide présent dans le véhicule hors d'usage sont retirés, et stockés séparément le cas échéant, notamment en vue d'être collectés, à moins qu'ils ne soient nécessaires pour la réutilisation des parties de véhicule concernées ;</p> <p>☑ le retrait, la récupération et le stockage de l'intégralité des fluides frigorigènes sont obligatoires en vue de leur traitement ;</p> <p>☑ les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;</p> <p>☑ les composants recensés comme contenant du mercure sont retirés suivant les indications fournies par les constructeurs automobiles sur la localisation de ces équipements dans les modèles de véhicules concernés de leurs marques ;</p> <p>☑ les pneumatiques sont démontés de manière à préserver leur potentiel de réutilisation ou de valorisation.</p>
--

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant réalise les opérations de dépollution suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - batteries retirées et traitées par Métal Blanc - les pots catalytiques sont retirés, la filière de destination est NRM (New Raw Material) - les éléments filtrants sont laissés sur les moteurs qui sont repris par SOREMO - les fluides frigorigènes sont retirés par la société VARIN MICKAEL agréé pour le retrait des gaz de climatisation - les fluides sont retirés : liquides de refroidissement, liquides de freins, essence et gasoil, liquide lave glace et huiles moteurs. Tous les fluides sont récupérés par CHIMIREC (Montmorot) - Les pneumatiques sont démontés, déjantés et sont repris par Alpha recyclage (Brevans). <p>Les airbags ne sont ni retirés ni neutralisés. C'est une non-conformité.</p> <p>Lors de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant que la déconnexion de la batterie lors de réception du VHU ne permet pas de neutraliser les airbags et que le risque d'ignition demeure.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit se mettre en capacité de procéder au retrait ou à la neutralisation des airbags.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : Composants métalliques, verres, plastiques extraits des véhicules

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les éléments suivants sont extraits du véhicule :</p> <p>☑ composants métalliques contenant du cuivre, de l'aluminium, du magnésium sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé ;</p>

<p>2 composants volumineux en matière plastique (pare-chocs, tableaux de bord, récipients de fluides, etc.), sauf si le centre VHU peut justifier que ces composants sont séparés du véhicule par un autre centre VHU ou un broyeur agréé de manière à pouvoir réellement être recyclés en tant que matériaux ;</p> <p>2 verre, sauf si le centre VHU peut justifier qu'il est séparé du véhicule par un autre centre VHU, en totalité à partir du 1er juillet 2013.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne retire que les moteurs, les démarreurs et les alternateurs. Pour pouvoir être exonéré des opérations de séparation des composants métalliques, verres et plastiques, l'exploitant n'a pas produit de documents attestant que ces opérations sont effectuées par les broyeurs destinataires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier que les composants métalliques (cuivre, aluminium, magnésium), ainsi que les composants volumineux en plastique (tableaux de bords et récipients de fluides) et le verre sont séparés du véhicule par les broyeurs agréés ESKA.et ACYCLEA.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Attestation de capacité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe 1.14</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de disposer de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 du code de l'environnement. Cette attestation est de catégorie V conformément à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis l'incendie de son installation en 2020 qui a notamment détruit le matériel de dépollution, l'exploitant a recours à la sous traitance pour le retrait des fluides frigorigènes. Il fait appel actuellement à la société VARIN MICKAEL.</p> <p>La circulaire du 27/08/2012 relative aux modalités d'application de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 autorise les centres VHU à sous-traiter le cas échéant l'opération de retrait des fluides frigorigènes, dès lors que ce retrait s'effectue bien dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel.</p> <p>Cela ne dispense pas toutefois le centre VHU de disposer d'une attestation de capacité qui est un pré-requis pour l'obtention de l'agrément d'un exploitant de centre VHU.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit prendre des dispositions pour obtenir une capacité pour les fluides frigorigènes</p>

dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Plans des réseaux de collecte des effluents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, - les dispositifs de protection de l'alimentation (implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire ou la nappe,...), - les secteurs collectés et les réseaux associés, - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), vanne d'isolement vis-à-vis du réseau et du milieu, - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le plan des réseaux. Le site est totalement imperméabilisé (exceptée une zone surélevée par rapport au reste du site réservée au stockage des bennes vides). L'ensemble des eaux de ruissellement est drainé puis dirigé vers un bassin étanche d'un volume de 850 m³ (dont 350 m³ sont maintenu en permanence de façon à constituer une réserve d'incendie) avant rejet dans un collecteur collectif unitaire de la commune de MAÏCHE. Ce collecteur dédié aux eaux pluviales du secteur se jette directement dans le milieu naturel après traitement. Le site est équipé de 4 séparateurs à hydrocarbure au total, dont 2 en amont et en aval du bassin. Une vanne d'isolement est mise en place en aval du bassin après le séparateur hydrocarbures.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesures des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 4.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales susceptibles d'être polluées dans le réseau collectif, les normes suivantes :

Température < 30 ° C - PH : entre 5.5 et 8.5	
Paramètres	Concentration maximale en mg/l
DCO	125
MEST	35
Plomb	0.5
Cuivre	0.5
Nickel	0.5
Indice hydrocarbures selon les normes en vigueur	5

Constats :

L'analyse des rejets aqueux réalisée par le laboratoire LDA39, agréé par le ministère de l'écologie, d'après les prélèvements effectués le 24/10/2023 montre que 2 paramètres sont non conformes :

- DCO : 227 mg/L pour une VLE de 125 mg/l
- Indices hydrocarbures : 16 mg/l pour une vLE de 5 mg/l

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'effectuer une nouvelle analyse dans un délai de 3 mois et de transmettre le rapport à l'inspection dès sa réception.

Compte tenu de l'absence d'entretien des séparateurs hydrocarbures en 2023, il serait plus opportun de réaliser les analyses à l'issue des opérations d'entretien des dispositifs de traitement des effluents.

L'exploitant devra particulièrement veiller à ne pas se limiter aux paramètres indiqués dans l'arrêté préfectoral et s'assurer que les prochaines analyses portent également sur les paramètres indiqués à l'article 17-2 de l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2713.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Art 27

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et

traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluants en présence.

Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant a transmis les justificatifs (rapport + facture d'intervention + BSD + certificat de destruction) correspondant à l'entretien par la société ATIC du bassin et des séparateurs hydrocarbures.

Le 10/06/2022, ATIC a réalisé l'entretien des 4 séparateurs à hydrocarbure (pompage, nettoyage complet et remise en eau) et du regard en sortie de bassin (pompage et nettoyage).

Le 01/06/2023, ATIC a réalisé l'entretien du bassin : pompage, raclage manuel et nettoyage HP du bassin, ainsi qu'un entretien de différents ouvrages. Le rapport d'intervention mentionne :

- pompage, nettoyage de la chambre à vanne
- pompage, nettoyage et remise en eau du petit séparateur à hydrocarbures situé à droite du pont bascule
- écrémage du gros séparateur à hydrocarbures situé en amont du bassin.

Interrogé sur la raison pour laquelle les séparateurs n'ont pas fait l'objet d'un entretien complet, l'exploitant a répondu que son prestataire avait estimé après contrôle que cette opération n'était pas nécessaire.

C'est une non-conformité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire procéder à l'entretien (vidange et curage) des 4 séparateurs dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 4.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur.

Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en

fonctionnement sont définis par consigne.
<p>Constats :</p> <p>Il y a une vanne d'isolement située en aval du bassin après le séparateur. Au cours de la visite terrain, il a été demandé à l'exploitant de la manoeuvrer afin de vérifier son bon fonctionnement. Le test a été concluant et n'amène pas d'observations.</p> <p>Le pompage et le nettoyage de la chambre à vanne ont été effectués en 2023 par la société ATIC. Cependant la vérification périodique de la vanne n'est pas réalisée, et son fonctionnement n'a pas été défini par consigne.</p> <p>C'est une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à la vérification régulière du dispositif d'isolement et reporter cette opération dans un registre tenu à la disposition de l'inspection. Par ailleurs, la mise en fonctionnement et son emplacement devront être intégrés aux consignes d'exploitation affichées pour le personnel.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement</p> <p>.</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est de 500 m3 dans le bassin d'un volume de 850 m3 dont 350 constitue la réserve d'incendie visées à l'article 7.2.3.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est imperméabilisé. Les eaux de ruissellement sont collectées et dirigées gravitairement vers un bassin dont la partie inférieure constitue la réserve d'incendie. Le dispositif de vidage situé</p>

à une hauteur d'environ de 0,7 m environ par rapport au fond du bassin permet de limiter le remplissage du bassin et de disposer du volume nécessaire au confinement. Au cours de la visite il n'a pas été constaté de colmatage, le niveau du bassin ne dépasse pas le niveau du fil d'eau de sortie et les eaux s'évacuent normalement vers le séparateur en aval du bassin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Alerte et lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 7.2.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours;
- de plans des ateliers et des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m3 par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours);

• les moyens en eau sont complétés par la réserve d'eau de 350 m3 compris dans les 850 m3 du bassin de collecte des eaux d'extinction.

Ce bassin est accessible en toutes circonstances. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter. La profondeur du point de pompage doit tenir compte de la possibilité de gel ;

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

[...]

Constats :

Le site est équipé d'extincteurs obsolètes qui ne font pas l'objet d'une maintenance et d'une

<p>vérification périodique. C'est une non-conformité.</p> <p>Par ailleurs, le bassin n'est pas équipé de prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter. L'exploitant ne dispose pas de données récentes en ce qui concerne le débit des 2 poteaux d'incendie à proximité du site. Le porter à connaissance datant de 2014 indique un débit de 37 m3/h pour la borne incendie proche de l'entrée du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de revoir intégralement son réseau d'extincteurs en procédant au remplacement des matériels obsolètes et en vérifiant le bon dimensionnement du dispositif d'extinction : extincteurs en nombre suffisant, accessible et adaptés au risque. La liste des extincteurs et autres moyens de lutte affichée dans les locaux du personnel sera actualisée et associée à un plan de description des dangers qui sera également affiché. Ces 2 éléments ainsi que le justificatif de remplacement des extincteurs seront transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant doit se mettre en capacité d'assurer le pompage des eaux du bassin par les services de secours. A ce titre, il conviendra de se rapprocher du SDIS pour s'assurer des moyens attendus pour la bonne réalisation de cette opération.</p> <p>En ce qui concerne les poteaux d'incendie, Il est demandé à l'exploitant de se rapprocher du gestionnaire du réseau et de transmettre la dernière valeur de débit mesurée</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 15 : Gestion des déchets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article Art. 13-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Entreposage des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>La zone des ferrailles à découper, située en partie sud de l'installation, se trouve à plus de 100 mètres des habitations. La hauteur du dépôt de déchets métalliques stockés dans cette zone excède 6 mètres. (en l'absence de piges, elle a été évaluées à 8 mètres en se basant sur le mur de renfort d'une hauteur de 5 mètres environ d'après l'exploitant)</p> <p>C'est une non-conformité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra transmettre a l'Inspection sous 1 mois les éléments permettant de justifier le</p>

retour à une situation conforme (photos avec éléments de comparaison pour s'assurer du respect de la hauteur des dépôts). Il est rappelé à l'exploitant l'obligation de disposer de moyens pour évaluer notamment la hauteur de ses stocks (piges, ...)
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 16 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/04/2015, article Art 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Installations internes de transit des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>En particulier, les stockages de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées. En tant que de besoin les bennes contenant des déchets susceptibles d'être souillés par des substances miscibles seront protégées des eaux météoriques. Par ailleurs, l'entreposage des pièces et éléments mécaniques souillés ou qui contiennent des hydrocarbures ainsi que les tournures doivent être entreposés sous abri.</p> <p>En particulier le sol du bâtiment de 438 m² dans lequel sont entreposés les métaux, les déchets ferreux et matériels gras comporte un sol profilé étanche auquel est associé en son point bas une cuve enterrée de 1,5 m³ pour la collecte des égouttures.</p> <p>En outre, les déchets tel que batteries, pots catalytiques, produits liquides récupérés (hydrocarbures, antigel, liquides de refroidissement, lave glace, filtres etc) sont impérativement stockés sous abri et sur rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les moteurs retirés des VHU sont répartis en fonction de leur composition dans 2 bennes sous abri avec sol étanche et collecte des égouttures dans une cuve enterrée.</p> <p>Les batteries sont stockées à l'extérieur dans une benne inox recouverte par une tôle pour prévenir le lessivage par les eaux météoriques. C'est une non-conformité car cela ne permet pas de s'assurer en toute circonstance de la mise à l'abri des batteries.</p> <p>Les liquides issus de la dépollution des VHU sont stockés sous abri et sur rétention. Au cours de la visite, l'inspection a constaté la présence de 2 cuves pour les huiles de vidange. Une cuve pleine sur rétention et une seconde sans rétention avec une petite quantité d'huile. L'exploitant a indiqué avoir recours à cette seconde cuve, de manière exceptionnelle, en raison du retard de l'intervention de son prestataire Chimirec. C'est une non-conformité. Le stockage sans rétention des liquides récupérés est interdit. L'exploitant de faire procéder à l'enlèvement des huiles de vidange ou mettre celles-ci sur rétention dans les meilleurs délais.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de s'organiser pour stocker la benne de batterie avec les 2 bennes</p>

moteurs à l'abri et sur rétention dans un délai d'un mois. Une photo sera transmise à l'inspection pour témoigner du stockage des batteries conforme à la prescription de l'arrêté préfectoral. Le bon correspondant à l'enlèvement des huiles de vidanges ou le justificatif de la mise sur rétention des huiles sera également transmis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois